



Au Congrès de l'U.G.S. : lucidité et détermination

CONGRES de l'U.G.S. Après beaucoup d'hésitations, l'unification avec le P.S.A. a été décidée. Vendredi après-midi, rue de la Grange-aux-Belles, les délégués représentant 78 fédérations engagent la discussion.

En fait le débat de fond a déjà eu lieu avant et depuis le Conseil National du 15 novembre. Dans les sections, les fédérations, les arguments qui militent en faveur de l'unification ont été confrontés à ceux qui la font craindre. Les congrès fédéraux, du 1er au 13 mars ont rassemblé les votes émis en section, les propositions d'amendement aux statuts et au programme.

A partir de là une ultime négociation a été entreprise. Ce sont les résultats de cette négociation, ce qui a été obtenu du P.S.A. que le Bureau National expose à l'ouverture du Congrès il est question aussi du protocole provisoire, qui réglera la vie du P.S.U. jusqu'au premier congrès statutaire. Sur beaucoup de points de ce protocole l'accord est fait. Reste un litige : la question du secrétariat.

Le débat s'engage. Regrets à propos de tel ou tel amendement refusé... Mais dans l'ensemble les projets sont jugés satisfaisants. A propos du secrétariat, l'unité se fait vite : s'il y a deux organisations qui fusionnent il doit y avoir deux secrétaires.

Le débat de fond, sur le principe de l'unification se mêle au débat technique. Les adversaires de l'opération précisent une dernière fois leur point de vue. Les partisans débordent sur le débat suivant, précisent l'esprit dans lequel « ils y vont ».

Vendredi après-midi, vendredi soir, samedi matin... A midi, le vote sur les rapports intervient. Il y en a finalement 4, dont 3 pour l'unification, qui obtiennent ensemble 8.223 mandats contre 2.490. Charte, statuts, programme, sont adoptés ensuite.

Revient la question du protocole d'accord et du secrétariat. Le P.S.A. a fait une proposition transactionnelle : trois secrétaires dont un secrétaire national P.S.A. et deux secrétaires généraux-adjoints U;G;S; Elle est discutée et adoptée par 77 voix contre 76.

ORIENTATION DANS LE FUTUR PARTI

S'unifier c'est bien. Mais pourquoi faire?

De cela aussi les congrès fédéraux ont parlé. Des motions ont été adoptées, déposées au bureau du congrès. Elles se retrouvent le vendredi soir en commission des résolutions.

De celle-ci sortirent deux textes.

L'un résulte de la rencontre d'un texte de Paris-ville, dont on a retenu surtout la description de la situation politique avec celui de la Meurthe-et-Moselle repris par le Rhône, qui propose une stratégie d'ensemble pour un parti de type nouveau.

L'autre est présenté par une importante minorité de Paris-ville. Désaccord de fond ? Son principal auteur Pierre Naville explique qu'il s'agit d'une divergence assez légère. Le texte Rhône - Meurthe-et-Moselle décrit les secteurs à engager dans l'action politique, les méthodes à employer

pour y parvenir. Il esquisse une description du parti adapté à cette action. Description insuffisante dit Naville. Volontairement imprécise répondent les intéressés. Nous situons nos objectifs, notre direction de recherche, nous ne fixons pas à l'avance les contours exacts de ces objectifs que la recherche, la réflexion sur l'action préciseront. Volonté de pragmatisme en somme. Trop de pragmatisme égale imprécision, répond Naville, je fais des réserves et je les marque par un texte plus précis dont l'essentiel est un rapide projet de programme de transition.

Telle est la divergence, telle est la discussion qui reprendra en séance plénière le samedi après-midi. A certains les divergences paraîtront trop minces pour être marquées et comprises. De part et d'autre on leur répondra que divergence ne signifie pas divorce, que présenter deux textes n'est pas décourageant en soi, n'obère pas l'avenir.

Le vote sera finalement caractérisé par un certain nombre d'abstentions. Il donne 8.008 mandats pour la résolution des majoritaires, 1.028 à celle de Naville, 324 abstentions, 1768 n'ont pris part au vote.

Voici deux extraits du texte adopté.

LA SITUATION NOUS IMPOSE NOTRE ORIENTATION

1°. — La lutte pour les libertés démocratiques s'identifie avec la lutte pour le renversement du régime capitaliste dont l'évolution conduit naturellement au système autoritaire. La crise finale du présent régime sera le résultat de l'exaspération des contradictions définies plus haut. Il faut qu'elle soit l'occasion de l'entrée en jeu des masses ouvrières et paysannes, préalablement mobilisée sur un programme de liquidation de la société bourgeoise, de rénovation socialiste et de démocratie directe.

2°. — L'action pour sauvegarder le niveau de vie des classes laborieuses et pour imposer la paix en Algérie par la négociation, la résistance à des tentatives de coup d'Etat franquistes, la lutte contre la politique anti-ouvrière et anti-démocratique du régime, demain pour le renversement du système autoritaire : tous ces combats ne peuvent être menés à bien que par l'unité d'action des travailleurs et des organisations qui les représentent.

5°. ... Les militants U.G.S. n'entendent pas constituer une tendance idéologique fermée ou fondée sur des anciennes appartenances, qui se considéreraient au départ comme minoritaires et pour qui les batailles de motions finiraient par accaparer toutes les activités. Ils s'effor-

ceront d'entraîner la majorité du parti unifié dans l'action quotidienne en s'appuyant sur les mouvements sociaux en évolution.

RECHERCHER DES STRUCTURES ADAPTÉES AUX BESOINS D'UN PARTI D'UN TYPE NOUVEAU

Les statuts du Parti Unifié tout comme ceux de l'U.G.S. dont ils sont fort proches sont imparfaitement adaptés aux besoins d'un parti de type nouveau.

.....
Les assemblées de sections, les congrès et conseils fédéraux et nationaux sont encore trop souvent dans les structures actuelles des partis, des lieux de confrontation portant trop exclusivement sur la politique générale, sans relation suffisante avec les engagements réels des militants et des possibilités d'action. Bien souvent, des oppositions de tendance idéologique ne correspondent plus à des réalités sociales profondes et apparaissent comme des rivalités de personnes. C'est cette structure commune aux petits et aux grands partis de gauche qui est le principal obstacle à la représentation réelle des militants actifs aux postes de direction. Nous voulons donner un autre caractère à notre action dans le parti unifié en l'appuyant sur une liaison constante entre tous les militants engagés pratiquement dans les différents secteurs sociaux.

Nous devons, à partir de la base, créer les structures qui correspondent à cette orientation : groupes et sections d'entreprises, groupes de travail à l'échelon de la ville ou du département dans les secteurs que nous avons définis comme prioritaires. Les résultats obtenus dans ce domaine devront nous permettre de proposer des structures nationales nouvelles permettant la représentation des militants en fonction de leur action, de manière à résoudre ce qui a été une des contradictions essentielles de l'U. G.S. : l'abondance de militants ayant des responsabilités dans les secteurs syndical, familial, culturel, jeunes... et le manque de liaison de ces militants avec le parti qui n'a pas répondu véritablement à leurs besoins.

LA PARTIE LA PLUS IMPORTANTE DES MINORITAIRES

A travers toute cette discussion une question restait en suspens : celle de l'attitude des mino-

ritaires. Une intervention de la secrétaire fédérale de la Gironde marque une volonté de séparation, un appel à ne pas s'incliner devant la décision prise.

Mais parallèlement on apprend des décisions contraires. Peu de minoritaires prennent part au vote des résolutions, mais l'on sait déjà que le Doubs, la Haute-Vienne, la Manche, la Corrèze, la nombreuse minorité du Jura, celle de Moselle resteront.

On annonce la candidature au Comité Politique de Barthod (Doubs) et Rémy (Jura) et de Le Besconté (Deux-Sèvres) qui ont mené jusqu'au bout le combat minoritaire, mais acceptent l'orienta-

tion définie. Finalement c'est uniquement la majorité de la Gironde, celle des Bouches-du-Rhône, et une minorité parisienne, et quelques isolés, qui semblent ne pas se décider à rejoindre.

C'est sur cette impression que le Congrès va s'achever.

Avant de se séparer, il se donne une délégation au Comité Politique National, qui, par rapport à l'U.G.S. renforce la proportion de militants syndicalistes et de militants de province.

L'U.G.S. a hésité. Elle s'est décidée lucidement. Ses militants continuent, pour le socialisme un combat sans concession.